

**Union européenne - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec Radio Classique
(Paris, 02 juillet 2018)**

Paris, 2 juillet 2018

Q - Nous sommes avec Nathalie Loiseau, chargée des affaires européennes au gouvernement. Je voudrais qu'on écoute... d'abord bonjour Madame la Ministre...

R - Bonjour.

Q - Je voudrais qu'on écoute ces quelques mots par exemple en 79 qui ont été prononcées par Simone Veil sur l'Europe, les voici : "Pour moi c'est un engagement profond, parce que l'Europe c'est aussi l'Europe de la démocratie, l'Europe des valeurs. Nous savons très bien qu'il n'y a presque plus de démocraties au monde, on les compte en dehors de l'Europe occidentale presque sur les 2 doigts de la main. Eh bien ! Nous devons défendre ces démocraties, nous devons défendre ces valeurs, nous devons défendre notre culture et c'est tous ensemble que nous pouvons le faire. Voilà ! Présidente du Parlement européen, est-ce que vous n'avez pas l'impression ce matin que tout est en train d'exploser, malgré l'accord qui a eu lieu la semaine dernière, avec la décision de Horst Seehofer qui est le ministre de l'intérieur, qui est sur le point de claquer la porte à Angela Merkel.

R - Entendre la voix de Simone Veil, c'est une véritable inspiration et c'était un moment fort hier de la voir entrer au Panthéon. Cette femme avait connu les horreurs de la Shoah et en était devenue résolument européenne, parce qu'elle savait que l'Europe de la paix allait nous empêcher de retourner dans la barbarie. Elle parlait aussi de ce qu'était profondément l'Europe, c'est-à-dire celle des valeurs, de la démocratie. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il faut être intransigeant avec ceux qui en Europe jouent avec la démocratie, les prétendues démocraties illibérales qui sont surtout de moins en moins des démocraties.

Q - Mais la question c'était ce qui se passe en Allemagne, parce que vous savez que nous

sommes... enfin officiellement le couple franco-allemand et l'Allemagne est en train de se déchirer complètement.

R - Ce qui se passe depuis quelques semaines, c'est que face à un défi migratoire qui est réel et qu'il faut relever, il y a une exploitation politicienne dans certains pays qui (elle) est artificielle et qu'il faut combattre. C'est ce qui s'est passé en Italie très largement, c'est ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, il y a ici ou là des leaders politiques qui veulent faire croire à leurs électeurs - n'oublions pas que Monsieur Seehofer a en ligne de mire une seule chose, ce sont les élections du Land de Bavière- on n'est donc pas sur une vision politique très large...

Q - D'accord mais je comprends l'argument... enfin qui est l'argument que vous prenez qui était celui du gouvernement sur la lèpre nationaliste, phrase prononcée par Emmanuel Macron. Mais le résultat, c'est-à-dire qu'on a pris des décisions la semaine dernière et Matteo Salvini vient de tenir un meeting ce week-end en Lombardie, qui donne tout à fait l'impression qu'en gros pour s'exprimer vulgairement, il se contrefiche des décisions qui ont été prises. Et maintenant, on a le même problème avec quand même un leader politique allemand.

R - Vous avez des leaders politiques qui ne cherchent pas de solution, qui cherchent à envenimer les problèmes, à les garder comme un capital électoral. Et puis vous avez en face des décideurs, des dirigeants européens qui eux sont véritablement en responsabilité, qui savent qu'il y a un défi à relever et qui dans la nuit de jeudi à vendredi ont trouvé ensemble un accord. Eux sont allés à l'encontre de tout ce qu'on disait depuis des semaines. On disait "l'Europe est paralysée..."

Q - Mais l'accord est flou...

R - on disait "l'Europe est divisée", en fait l'Europe est unie. L'accord n'est pas flou, il permet de confirmer...

Q - Un compromis dit Les Echos, un compromis européen vague, voilà le titre du journal ce matin, enfin alors dans les pages intérieures.

R - C'est peut-être le titre choisi par Les Echos, moi il se trouve que j'ai passé beaucoup d'heures dans la nuit de jeudi à vendredi pour l'accouchement de cet accord. C'est un compromis comme toujours quand on est 28, mais c'est tout sauf vague : c'est la confirmation que les pays par lesquels arrivent les migrants conservent une responsabilité et c'est essentiel. Certains étaient tentés dans ces pays-là de ne plus les enregistrer, les laisser circuler partout en Europe. C'est aussi l'affirmation d'une solidarité beaucoup plus forte offerte à ces pays d'arrivée des migrants, s'ils veulent la prendre...

Q - Mais madame...

R - C'est-à-dire qu'aujourd'hui, quand on arrive en Italie, en Grèce, en Espagne, on arrive en Europe. L'Europe sera présente dès la première minute avec des effectifs pour examiner les

demandes d'asile, avec des moyens financiers beaucoup plus forts pour l'accueil. C'est sur une base volontaire, la Grèce a dit "je prends", l'Italie l'a dit, elle n'est plus seule. Giuseppe CONTE a dit "nous avons gagné, l'Italie n'est plus seule". Maintenant, elle prend l'offre qui lui est faite par l'Europe ou elle ne la prend pas...

Q - Mais pardonnez-moi de vous poser cette question, parce que ça a été flou dans la perception des gens, les fameux centres fermés, tout va se décider, ils vont s'installer où exactement ?

R - Dans les pays qui seront volontaires pour les accueillir, c'est ce que j'étais en train de vous dire...

Q - Oui mais justement, qui sont volontaires.

R - Mais bien sûr, vous ne pouvez pas imposer cela à un Etat souverain, mais quand l'Italie nous dit " on est seul, on est abandonné, les migrants arrivent, personne ne nous aide ", on a répondu, au contraire, on vient vous aider, mais à condition que vous soyez d'accord, à condition que vous nous accueilliez.

Q - D'accord, et vous vous rendez bien compte que ce mot est quand même d'une ambiguïté totale, car s'ils ne sont pas volontaires, et l'essentiel des pays européens maintenant ne sont plus volontaires de rien du tout...

R - Ça n'est pas exact. Si monsieur Salvini dit " je veux plus de solidarité européenne " et qu'il refuse la solidarité quand elle lui est proposée, c'est qu'il ne veut pas de solution, c'est qu'il veut vivre politiquement en entretenant le capital d'un problème qu'il a gonflé, puisque, il parle des arrivées de migrants, alors que, aujourd'hui, en Italie il y a beaucoup moins d'arrivées de migrants que l'année dernière ou les années précédentes. Moins 80%.

Q - Et vous vous rendez compte que la présidence de l'Europe aujourd'hui, enfin, pour continuer sur la même idée, mais qui est une interrogation qui est forcément posée à Emmanuel Macron, c'est Sebastian Kurz, le jeune donc chancelier autrichien, qui est, globalement, europhobe.

R - Il proteste et se dit pro-européen, nous, nous lui avons dit qu'on le jugerait sur les actes. Nous avons travaillé avec tout le monde pendant ce Conseil européen, c'est la France qui a été à la manoeuvre, c'est la France qui a proposé les grandes lignes de l'accord qui a été adopté, on a parlé toute la journée et toute la nuit avec le chancelier autrichien, -précisément parce qu'il prend la présidence de l'Union européenne pour six mois-, avec les pays de l'Est, ceux qu'on appelle les pays de Visegrad, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque...

Q - Vous n'avez aucun accord...

R- ...la Slovaquie, qui ont accepté la solidarité en termes financiers, qui ont signé un accord. L'accord, il s'est décidé à l'unanimité. Nous avons travaillé avec l'Italie : cet accord, on l'a co-rédigé avec Giuseppe Conte, et sur la base d'une proposition qu'on avait rédigée avec les Espagnols. Il y a 28 pays qui sont d'accord. Après, il y a des leaders politiques qui ne sont ni le président du Conseil italien, ni la chancelière allemande, qui font du bruit, parce que pour le moment, ils ont l'impression que ce bruit leur rapporte politiquement...

Q - Mais vous comprenez Madame Loiseau, nous sommes en direct sur l'antenne de Radio Classique qu'il y ait quand même ce matin un doute, tout le monde a signé, et en même temps, l'Italie s'estime lésée par les résultats du Conseil européen, je vous ai lu tout à l'heure les déclarations de Salvini...

R - Ce n'est pas ce que dit le président du Conseil, il a dit : l'Italie a gagné...

Q - Oui, mais c'est le double langage, c'est le double langage total. Ils disent : oui, on a signé. Oui, il y a un accord, avec vous, on a envisagé absolument tout, et en même temps, quand ils rentrent chez eux...

R - Eh bien, je vais vous faire une révélation, il y a en ce moment en Europe des populistes qui détestent le projet européen et qui sont persuadés qu'ils gagnent des points en le critiquant, qui sont persuadés qu'ils peuvent tenir un double langage. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, certains d'entre eux sont en responsabilité, que leurs électeurs leur demandent ce qu'ils font...

Q - Mais on n'est pas totalement isolé, on a l'impression, pardonnez-moi, mais avec le Brexit au nord et avec les questions qui sont posées à la fois à l'Est et dans le Sud, on a l'impression d'être totalement isolés, les Français, dans ce projet européen défendu par...

R - Absolument pas. Ce projet, l'ensemble des Européens en ont discuté. Il y a eu des décisions pendant deux jours sur un grand nombre de sujets. Sur le commerce par exemple, face au président Trump, l'Europe est parfaitement unie, elle a pris des mesures, des contre-mesures face aux mesures américaines. L'unité de l'Europe s'est réaffirmée, sur les questions d'innovation, sur le numérique, sur la zone euro, sur le renforcement nécessaire de la zone euro... Là aussi, tout le monde est d'accord. Sur la question migratoire, encore une fois, on avait dit : l'Europe est divisée, et elle est unie. Evidemment, ça ne fait pas les affaires des populistes qui se sont affichés europhobes et qui se retrouvent avec le tapis tiré sous les pieds ; c'est une bonne nouvelle, ce n'est pas à eux à fixer l'agenda européen, c'est aux progressistes, et c'est précisément Emmanuel Macron qui a dessiné les contours de l'accord.

Q - Dernier point Madame Loiseau. Donc nous sommes en direct, Emmanuel Macron est en Afrique, est-ce que - il arrive à Nouakchott, donc en Mauritanie - est-ce que son objectif, c'est justement d'essayer de convaincre les pays d'où partent les migrants, alors c'est très compliqué effectivement, en gros, pour simplifier, et être brutal, de rester chez eux ?

R - Il y a plusieurs éléments. On doit faire plus pour le développement de l'Afrique, nous nous y sommes engagés, et on va en parler avec ces pays, notamment les pays d'origine des

migrations, il faut aussi que ces pays accueillent au retour ceux qui sont déboutés, qu'ils acceptent la réadmission. On va en parler avec eux, un certain nombre l'ont fait, d'autres pas encore, ça va faire partie des conversations d'Emmanuel Macron en Afrique.

Q - Merci beaucoup./.

Union européenne

Entretien de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, avec Radio Classique

Paris, 2 juillet 2018

Q - Nous sommes avec Nathalie Loiseau, chargée des affaires européennes au gouvernement. Je voudrais qu'on écoute... d'abord bonjour Madame la Ministre...

R - Bonjour.

Q - Je voudrais qu'on écoute ces quelques mots par exemple en 79 qui ont été prononcées par Simone Veil sur l'Europe, les voici : "Pour moi c'est un engagement profond, parce que l'Europe c'est aussi l'Europe de la démocratie, l'Europe des valeurs. Nous savons très bien qu'il n'y a presque plus de démocraties au monde, on les compte en dehors de l'Europe occidentale presque sur les 2 doigts de la main. Eh bien ! Nous devons défendre ces démocraties, nous devons défendre ces valeurs, nous devons défendre notre culture et c'est tous ensemble que nous pouvons le faire. Voilà ! Présidente du Parlement européen, est-ce que vous n'avez pas l'impression ce matin que tout est en train d'exploser, malgré l'accord qui a eu lieu la semaine dernière, avec la décision de Horst Seehofer qui est le ministre de l'intérieur, qui est sur le point de claquer la porte à Angela Merkel.

R - Entendre la voix de Simone Veil, c'est une véritable inspiration et c'était un moment fort hier de la voir entrer au Panthéon. Cette femme avait connu les horreurs de la Shoah et en était devenue résolument européenne, parce qu'elle savait que l'Europe de la paix allait nous empêcher de retourner dans la barbarie. Elle parlait aussi de ce qu'était profondément l'Europe, c'est-à-dire celle des valeurs, de la démocratie. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il faut être intransigeant avec ceux qui en Europe jouent avec la démocratie, les prétendues démocraties illibérales qui sont surtout de moins en moins des démocraties.

Q - Mais la question c'était ce qui se passe en Allemagne, parce que vous savez que nous sommes... enfin officiellement le couple franco-allemand et l'Allemagne est en train de se déchirer complètement.

R - Ce qui se passe depuis quelques semaines, c'est que face à un défi migratoire qui est réel et qu'il faut relever, il y a une exploitation politicienne dans certains pays qui (elle) est artificielle et qu'il faut combattre. C'est ce qui s'est passé en Italie très largement, c'est ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, il y a ici ou là des leaders politiques qui veulent faire croire à leurs électeurs - n'oublions pas que Monsieur Seehofer a en ligne de mire une seule chose, ce sont les élections du Land de Bavière- on n'est donc pas sur une vision politique très large...

Q - D'accord mais je comprends l'argument... enfin qui est l'argument que vous prenez qui était celui du gouvernement sur la lèpre nationaliste, phrase prononcée par Emmanuel Macron. Mais le résultat, c'est-à-dire qu'on a pris des décisions la semaine dernière et Matteo Salvini vient de tenir un meeting ce week-end en Lombardie, qui donne tout à fait l'impression qu'en gros pour s'exprimer vulgairement, il se contrefiche des décisions qui ont été prises. Et maintenant, on a le même problème avec quand même un leader politique allemand.

R - Vous avez des leaders politiques qui ne cherchent pas de solution, qui cherchent à envenimer les problèmes, à les garder comme un capital électoral. Et puis vous avez en face des décideurs, des dirigeants européens qui eux sont véritablement en responsabilité, qui savent qu'il y a un défi à relever et qui dans la nuit de jeudi à vendredi ont trouvé ensemble un accord. Eux sont allés à l'encontre de tout ce qu'on disait depuis des semaines. On disait "l'Europe est paralysée..."

Q - Mais l'accord est flou...

R - on disait "l'Europe est divisée", en fait l'Europe est unie. L'accord n'est pas flou, il permet de confirmer...

Q - Un compromis dit Les Echos, un compromis européen vague, voilà le titre du journal ce matin, enfin alors dans les pages intérieures.

R - C'est peut-être le titre choisi par Les Echos, moi il se trouve que j'ai passé beaucoup d'heures dans la nuit de jeudi à vendredi pour l'accouchement de cet accord. C'est un compromis comme toujours quand on est 28, mais c'est tout sauf vague : c'est la confirmation que les pays par lesquels arrivent les migrants conservent une responsabilité et c'est essentiel. Certains étaient tentés dans ces pays-là de ne plus les enregistrer, les laisser circuler partout en Europe. C'est aussi l'affirmation d'une solidarité beaucoup plus forte offerte à ces pays d'arrivée des migrants, s'ils veulent la prendre...

Q - Mais madame...

R - C'est-à-dire qu'aujourd'hui, quand on arrive en Italie, en Grèce, en Espagne, on arrive en Europe. L'Europe sera présente dès la première minute avec des effectifs pour examiner les demandes d'asile, avec des moyens financiers beaucoup plus forts pour l'accueil. C'est sur une base volontaire, la Grèce a dit "je prends", l'Italie l'a dit, elle n'est plus seule. Giuseppe CONTE a dit "nous avons gagné, l'Italie n'est plus seule". Maintenant, elle prend l'offre qui lui

est faite par l'Europe ou elle ne la prend pas...

Q - Mais pardonnez-moi de vous poser cette question, parce que ça a été flou dans la perception des gens, les fameux centres fermés, tout va se décider, ils vont s'installer où exactement ?

R - Dans les pays qui seront volontaires pour les accueillir, c'est ce que j'étais en train de vous dire...

Q - Oui mais justement, qui sont volontaires.

R - Mais bien sûr, vous ne pouvez pas imposer cela à un Etat souverain, mais quand l'Italie nous dit " on est seul, on est abandonné, les migrants arrivent, personne ne nous aide ", on a répondu, au contraire, on vient vous aider, mais à condition que vous soyez d'accord, à condition que vous nous accueilliez.

Q - D'accord, et vous vous rendez bien compte que ce mot est quand même d'une ambiguïté totale, car s'ils ne sont pas volontaires, et l'essentiel des pays européens maintenant ne sont plus volontaires de rien du tout...

R - Ça n'est pas exact. Si monsieur Salvini dit " je veux plus de solidarité européenne " et qu'il refuse la solidarité quand elle lui est proposée, c'est qu'il ne veut pas de solution, c'est qu'il veut vivre politiquement en entretenant le capital d'un problème qu'il a gonflé, puisque, il parle des arrivées de migrants, alors que, aujourd'hui, en Italie il y a beaucoup moins d'arrivées de migrants que l'année dernière ou les années précédentes. Moins 80%.

Q - Et vous vous rendez compte que la présidence de l'Europe aujourd'hui, enfin, pour continuer sur la même idée, mais qui est une interrogation qui est forcément posée à Emmanuel Macron, c'est Sebastian Kurz, le jeune donc chancelier autrichien, qui est, globalement, europhobe.

R - Il proteste et se dit pro-européen, nous, nous lui avons dit qu'on le jugerait sur les actes. Nous avons travaillé avec tout le monde pendant ce Conseil européen, c'est la France qui a été à la manoeuvre, c'est la France qui a proposé les grandes lignes de l'accord qui a été adopté, on a parlé toute la journée et toute la nuit avec le chancelier autrichien, -précisément parce qu'il prend la présidence de l'Union européenne pour six mois-, avec les pays de l'Est, ceux qu'on appelle les pays de Visegrad, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque...

Q - Vous n'avez aucun accord...

R- ...la Slovaquie, qui ont accepté la solidarité en termes financiers, qui ont signé un accord. L'accord, il s'est décidé à l'unanimité. Nous avons travaillé avec l'Italie : cet accord, on l'a co-rédigé avec Giuseppe Conte, et sur la base d'une proposition qu'on avait rédigée avec les

Espagnols. Il y a 28 pays qui sont d'accord. Après, il y a des leaders politiques qui ne sont ni le président du Conseil italien, ni la chancelière allemande, qui font du bruit, parce que pour le moment, ils ont l'impression que ce bruit leur rapporte politiquement...

Q - Mais vous comprenez Madame Loiseau, nous sommes en direct sur l'antenne de Radio Classique qu'il y ait quand même ce matin un doute, tout le monde a signé, et en même temps, l'Italie s'estime lésée par les résultats du Conseil européen, je vous ai lu tout à l'heure les déclarations de Salvini...

R - Ce n'est pas ce que dit le président du Conseil, il a dit : l'Italie a gagné...

Q - Oui, mais c'est le double langage, c'est le double langage total. Ils disent : oui, on a signé. Oui, il y a un accord, avec vous, on a envisagé absolument tout, et en même temps, quand ils rentrent chez eux...

R - Eh bien, je vais vous faire une révélation, il y a en ce moment en Europe des populistes qui détestent le projet européen et qui sont persuadés qu'ils gagnent des points en le critiquant, qui sont persuadés qu'ils peuvent tenir un double langage. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, certains d'entre eux sont en responsabilité, que leurs électeurs leur demandent ce qu'ils font...

Q - Mais on n'est pas totalement isolé, on a l'impression, pardonnez-moi, mais avec le Brexit au nord et avec les questions qui sont posées à la fois à l'Est et dans le Sud, on a l'impression d'être totalement isolés, les Français, dans ce projet européen défendu par...

R - Absolument pas. Ce projet, l'ensemble des Européens en ont discuté. Il y a eu des décisions pendant deux jours sur un grand nombre de sujets. Sur le commerce par exemple, face au président Trump, l'Europe est parfaitement unie, elle a pris des mesures, des contre-mesures face aux mesures américaines. L'unité de l'Europe s'est réaffirmée, sur les questions d'innovation, sur le numérique, sur la zone euro, sur le renforcement nécessaire de la zone euro... Là aussi, tout le monde est d'accord. Sur la question migratoire, encore une fois, on avait dit : l'Europe est divisée, et elle est unie. Evidemment, ça ne fait pas les affaires des populistes qui se sont affichés europhobes et qui se retrouvent avec le tapis tiré sous les pieds ; c'est une bonne nouvelle, ce n'est pas à eux à fixer l'agenda européen, c'est aux progressistes, et c'est précisément Emmanuel Macron qui a dessiné les contours de l'accord.

Q - Dernier point Madame Loiseau. Donc nous sommes en direct, Emmanuel Macron est en Afrique, est-ce que - il arrive à Nouakchott, donc en Mauritanie - est-ce que son objectif, c'est justement d'essayer de convaincre les pays d'où partent les migrants, alors c'est très compliqué effectivement, en gros, pour simplifier, et être brutal, de rester chez eux ?

R - Il y a plusieurs éléments. On doit faire plus pour le développement de l'Afrique, nous nous y sommes engagés, et on va en parler avec ces pays, notamment les pays d'origine des migrations, il faut aussi que ces pays accueillent au retour ceux qui sont déboutés, qu'ils acceptent la réadmission. On va en parler avec eux, un certain nombre l'ont fait, d'autres pas encore, ça va faire partie des conversations d'Emmanuel Macron en Afrique.

Q - Merci beaucoup./.